

Association for Proper Internet Governance

LETTRE OUVERTE

M. le Conseiller fédéral
Alain BERSET
Département fédéral de l'intérieur DFI
Inselgasse 1
CH-3003 Berne

info@gs-edi.admin.ch

4 décembre 2021

Sujet : La levée des restrictions de propriété intellectuelle
concernant les mesures anti-COVID

Monsieur le Conseiller fédéral,

Dans votre réponse¹ du 2 décembre 2021 à une question de Mme PREZIOSO², vous avez dit, à très juste titre : « la pandémie ne sera pas non plus terminée chez nous, avant qu'elle soit terminée partout. ... Nous avons donc évidemment un intérêt majeur à une répartition des vaccins aussi équitable que possible. »

En tant que citoyen suisse, je trouve décevant et choquant, que dans la suite de votre réponse vous prônez Covax comme solution et, concernant les propositions de lever les brevets, vous dites : « que la levée des brevets ... n'aurait rien changé dans le cas présent. Selon notre analyse, cela n'aurait rien changé dans le cas présent, parce qu'on peut lever ce qu'on veut, cela ne donnerait pas accès plus rapidement à des vaccins de qualité, puisqu'on a déjà atteint le plein régime des capacités de production. »

Covax n'a pas fonctionné comme prévu, et ne peut pas fonctionner, car la production était insuffisante au début et reste trop chère aujourd'hui.³

Nous savons tous que la recherche, le développement et la production des vaccins anti-COVID a été largement financée par les gouvernements.⁴ Les bénéfices actuels des entreprises pharmaceutiques ne sont donc pas justifiés.⁵

La proposition de lever les brevets a été soumise à l'OMC il y a un an.⁶ Si elle avait été approuvée rapidement, on aurait pu produire des vaccins dans plusieurs pays en voie de développement⁷, ce qui

¹ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-videos?TranscriptId=291977>

² <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-videos?TranscriptId=292122>

³ https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/featurestories/2021/october/20211021_dose-of-reality
<https://www.unicef.org/supply/covid-19-vaccine-market-dashboard>

⁴ <https://www.knowledgeportalia.org/covid19-r-d-funding>
<https://www.globaljustice.org.uk/news/pfizers-2-billion-nhs-rip-off-could-pay-for-nurses-pay-rise-six-times-over/>

⁵ <https://www.citizen.org/article/how-the-vaccine-rich-get-richer/>
<https://www.oxfam/en/press-releases/pfizer-biontech-and-moderna-making-1000-profit-every-second-while-worlds-poorest>

⁶ <https://healthjusticeinitiative.org.za/vaccine-equity/vaccine-timeline/>

⁷ <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/34362602/>
<https://msfaccess.org/sharing-mrna-vaccine-technologies-save-lives>

aurait non seulement augmenté le nombre de personnes vaccinées⁸, mais également réduit les prix des vaccins.

Même si la production actuelle est suffisante (ce qui n'est pas évident), le problème du prix trop élevée reste, et ne peut être résolu qu'en levant les brevets.

Vous trouverez en annexe les points clés concernant cette problématique.

En espérant que la Suisse ne va pas continuer à ternir sa réputation en soutenant l'insoutenable⁹ (soit qu'il ne faut pas accepter le TRIPS waiver), et que la loi Covid inclura la proposition¹⁰ de M. WALDER, je vous prie, Monsieur le Conseiller fédéral, d'accepter mes salutations distinguées,

(signé)

Président

Annexe: points clés

1. La dérogation ADPIC (« TRIPS waiver ») est soutenue par la communauté mondiale de la santé, bien plus de 100 pays, de [nombreux anciens chefs d'État et lauréats du prix Nobel](#), des [universitaires](#), des [chercheurs](#), le [parlement de l'UE](#), des [membres du Congrès américain](#), ainsi que [des organisations de la société civile](#) (OSC) et Global Fédérations syndicales ([CSI](#), [PSI](#) et [ITF](#)) représentant plus de 200 millions de membres dans le monde.
2. Sont opposés à la levée des brevets que quelques gouvernements de l'OMC qui agissent en tant que clients de grandes sociétés pharmaceutiques.
3. Selon les chiffres officiels, plus de 5 millions de personnes sont mortes du Covid-19. Mais la réalité est encore pire : *The Economist* estime que le nombre de morts est en réalité de 17 millions, et la majorité se trouve dans les pays en voie de développement. Ne prenant pas seulement des vies, mais aussi les moyens de subsistance de la population. C'est la pire crise depuis la crise financière mondiale, et plus la pandémie durera, plus les souffrances continueront.
4. La crise a été exacerbée par le manque d'équité dans les traitements, les diagnostics et les vaccins. Il faut supprimer les barrières légales à la production, afin que les fabricants du monde entier puissent répondre à leurs besoins. Les contraintes actuelles d'approvisionnement sont artificiellement créées par les brevets.
5. Dans les pays pauvres, seulement 3% de la population a été complètement vaccinée, et ce principalement en raison de l'indisponibilité des vaccins. Ces pénuries facilitent la circulation du virus et favorisent ainsi l'émergence de nouvelles variantes. Cela doit changer de toute urgence.
6. L'Afrique a un taux de vaccination de 7%. La plupart des pays n'ont pas reçu de vaccins en suffisance. COVAX n'est pas en mesure de répondre à ses livraisons et de nombreux envois sont arrivés au hasard et juste avant leur date d'expiration. On nous a dit d'attendre jusqu'en mars 2022 pour recevoir la première ou deuxième injection, même les agents de santé n'ont pas été protégés.

⁸ <https://www.nature.com/articles/s41591-021-01454-y>

<https://africacdc.org/news-item/majority-of-africans-would-take-a-safe-and-effective-covid-19-vaccine/>

⁹ <https://civil-20.org/c20-120-w20-joint-statement-urgent-call-for-trips-waiver-opening-now-access-to-vaccines-and-treatments-is-crucial/>

<https://www.keionline.org/36775>

<https://breachmedia.ca/how-canada-became-a-vaccine-villain/>

¹⁰ <https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2021/20210066/N3-05%20Walder%20DF.pdf>

7. Aujourd'hui, seulement un agent de santé sur quatre en Afrique a été vacciné. 103 pays ne franchiront pas la barre des 40% de vaccination d'ici la fin de l'année.
8. L'apartheid vaccinal a créé les conditions dans lesquelles cette nouvelle variante Omicron a pu prospérer.
9. Bloquer la dérogation ADPIC non seulement condamne un grand nombre de personnes à la maladie et à la mort, mais compromet également les réponses nationales au Covid dans les pays développés. Aucun d'entre nous n'est en sécurité tant que nous ne sommes pas tous vaccinés- et le meilleur moyen d'y parvenir est d'accepter la dérogation ADPIC.
10. Les fabricants des pays en voie développement sont capables de fournir des vaccins dans le monde entier. Ils ont la pré-qualification de l'OMS.
11. Il n'a fallu que quelques heures pour arrêter l'économie mondiale à cause de la variante Omicron. Mais pendant plus d'un an, les riches pays du nord refusent d'affronter le lobby de l'industrie pharmaceutique.
12. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont exactement cela, mondiales - elles ne fonctionnent pas si les travailleurs n'ont pas accès aux vaccins. Nous appelons à l'action maintenant pour permettre aux travailleurs du monde entier, aux populations et aux communautés, d'avoir accès aux vaccins.
13. Quelques multinationales profitent excessivement en produisant des vaccins largement développés par des fonds publics, et elles ont le soutien de quelques pays puissants.
14. En raison des brevets, nous payons deux fois pour les vaccins COVID : d'abord par le financement public de la recherche et du développement des vaccins, puis à nouveau par le paiement de prix élevés pour les doses.
15. On dit que les sociétés pharmaceutiques ont besoin de brevets pour pouvoir faire des profits et investir dans la recherche et le développement. On sait que ce n'est pas vrai pour les vaccins Covid qui ont été largement financés par des fonds publics de recherche. Ce n'est pas vrai non plus en général, car en réalité, Big Pharma agit rationnellement au sein du système capitaliste pour maximiser le cours des actions. Et cela se fait en n'investissant pas dans de nouveaux produits qui ne seront probablement pas très rentables, mais plutôt en acquérant des startups, en s'engageant dans des rachats d'actions, d'autres manipulations financières. C'est ce qu'on appelle la financiarisation - la financiarisation de l'industrie pharmaceutique.
16. La dérogation ADPIC faciliterait l'augmentation de la production de vaccins et réduirait les craintes que beaucoup ont à l'égard de l'industrie pharmaceutique, qui tire d'énormes profits de produits essentiels pour notre santé.
17. En avril 2020, la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen a déclaré que « le vaccin Covid-19 sera notre bien commun universel ». Plus de 380 organisations appellent les citoyens de l'UE à signer la pétition « Pas de profit en cas de pandémie », dans le but de présenter une proposition législative à la Commission européenne pour qu'elle tienne ses promesses et supprime tous les obstacles aux brevets sur les technologies Covid-19.